



**PARQUET DE PARIS
TRIBUNAL JUDICIAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

LA PROCUREURE DE LA REPUBLIQUE

Paris, le 5 décembre 2025

Communiqué de presse

Le 5 décembre 2025, le président du tribunal judiciaire de Paris a validé la convention judiciaire d'intérêt public (CJIP) conclue le 2 décembre 2025 entre la procureure de la République de Paris et la société BANCO SANTANDER, en application des articles 41-1-2 et 180-2 du code de procédure pénale

Cette convention intervient dans le cadre d'une enquête ouverte en février 2011 par la JIRS (Juridiction Interrégionale Spécialisée) de Paris, après réception d'une plainte de la société BANCO SANTANDER dénonçant des faits commis au sein d'une de ses agences à Paris. Une information judiciaire a été ouverte en mai 2013 des chefs de blanchiment aggravé de divers délits notamment de fraude fiscale, d'abus de biens sociaux, de banqueroute et d'escroquerie en bande organisée, de démarchage bancaire ou financier illicite et d'exercice illégal de la profession de banquier ainsi que des chefs de complicité et recel de ces délits.

Les investigations, confiées à la brigade de recherches et d'investigations financières (BRIF) de la police judiciaire de Paris, ont permis d'établir l'existence d'un système illicite de compensation caractérisé notamment par l'encaissement de chèques établis au nom de personnes morales sur les comptes bancaires de certains clients personnes physiques de BANCO SANTANDER et la fourniture de numéraire à des clients en dehors de tout circuit bancaire, pour un montant total de flux créditeurs constatés sur les comptes bancaires litigieux d'environ 49 millions d'euros au cours des années 2003 et 2010.

Aux termes de la CJIP, la société BANCO SANTANDER s'engage à verser au Trésor public 22 500 000 euros d'amende d'intérêt public. L'Etat, partie civile dans le cadre de l'information judiciaire, n'a pas fait valoir de demande indemnitaire au titre de cette CJIP.

L'exécution des obligations prévues par la CJIP entraînera l'extinction de l'action publique à l'égard de BANCO SANTANDER. La décision de validation de la CJIP n'emporte pas déclaration de culpabilité.

Il s'agit de la septième CJIP signée par le parquet de Paris.

**Laure BECCUAU,
Procureure de la République**

Contact presse : 06 07 18 42 28
scom.parquet.tj-paris@justice.fr